

Archivé le 01/09/2020

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

N°10-2020- 31

SEANCE du LUNDI 31 AOUT 2020

Date de
convocation :
25/08/2020

Date d'affichage :
25/08/2020

Nombre de
Conseillers :

En exercice : 19

Présents : 15

Absents : 2

Pouvoirs : 1

Votants : 16

L'An deux mille vingt, le trente et un août à 19h45, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil, en Mairie, en séance publique sous la présidence de **Monsieur Gabriel AUMONIER, Maire**.

Présents : AUMONIER Gabriel, BAUDEGARD Jean-Jacques, BERRIER Alain, BOURDET Mireille, BOYER Valérie, DEGRANGE Marianne, DELAHAUT Laurianne, DUFRESNE Hubert, DUTREIVE Gilles, FORET Gérard, HAMAILI Abdelah, JULIEN Delphine, LABROSSE Sophie, LEGEAY Charlotte et MAITRE Philippe.

Absents : ACTIS Jérôme, CHIRON Valériane et CIOLFI Christine

Absents ayant donné Pouvoir : FORNASARI Jacques à HAMAILI Abdelah.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'un secrétaire de séance.

Mme DEGRANGE Marianne s'est présentée pour remplir ces fonctions.

OBJET : Modification du PLU.

Monsieur le Maire rappelle que le PLU communal a été approuvé par délibération du 10 février 2016, modifié par délibération du 21/07/2016 et révisé avec examen conjoint par délibération du 24/05/2018.

Monsieur le maire présente les principales dispositions des articles L153-36 et suivants sur la modification des PLU.

Monsieur le maire expose qu'il convient d'apporter des adaptations au PLU communal.

En effet il est nécessaire d'exclure du calcul du coefficient d'emprise au sol (CES), la surface des piscines et des annexes de moins de 20m2. Dans les zones urbaines où le CES est faible, le règlement a pour incidence l'impossibilité de construire une piscine et/ou une annexe de moins de 20m2. Afin de permettre une égalité de traitement entre les habitants, il est nécessaire de ne pas comptabiliser la surface de piscine et des annexes de moins de 20m2 dans l'emprise au sol. Cette évolution n'aura pas d'incidence sur la capacité d'accueil en termes de logements.

Ces changements peuvent être effectués par délibération du conseil municipal après enquête publique dans le cadre de la procédure de modification. Il peut être fait usage de cette procédure dans la mesure où il n'est pas porté atteinte à l'économie générale du PADD du PLU, la modification n'a pas pour effet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels et ne comporte pas de graves risques de nuisance.

Cette modification a pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan. En conséquence, que cette modification entre dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun ;

Après avoir entendu l'exposé du maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

1. d'autoriser le maire à prescrire, par le biais d'un arrêté, la modification du PLU de Misérieux ;
2. de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la modification du PLU ;
3. de solliciter de l'État, pour les dépenses liées à la modification de PLU, une dotation, conformément à l'article L132-15 du code de l'urbanisme ;
4. dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Conformément à l'article L 153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification sera notifié avant l'ouverture de l'enquête publique :

- au préfet ;
- aux présidents du conseil régional et du conseil départemental ;
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture ;
 - au président de l'établissement public en charge du SCoT (si commune dans le SCoT),
 - au président de l'autorité compétente en matière de transports urbains,
 - au président de l'autorité compétente en matière de PLH.

La présente délibération sera affichée en mairie, insérée au registre des délibérations et transmise à Monsieur le Préfet de l'Ain.

Ainsi fait et délibéré,
Le 31 août 2020
Le Maire, Gabriel AUMONIER

